



# ÉCONOMIE

## Réforme de l'apprentissage : les régions montent au créneau

Mieux vaut tard que jamais. Quelques jours avant le lancement vendredi de la concertation sur la réforme de l'apprentissage en présence des partenaires sociaux, des chambres consulaires, des régions et de trois ministres (Travail, Éducation, Enseignement supérieur), les élus régionaux ont décidé de monter au créneau. Lundi, 16 présidents de région ont défendu leur place en matière d'apprentissage, dans une lettre adressée au premier ministre, Édouard Philippe. Avec cette réforme, le gouvernement entend mettre au centre du processus les entreprises et les branches professionnelles, ce qui pose la question du rôle de l'Éducation

nationale. Mais aussi de celui des régions qui, aujourd'hui, pilotent en grande partie l'alternance sur leurs territoires et qui reçoivent une partie de la taxe d'apprentissage (51 %). « Le fait que les conseils régionaux puissent maîtriser une véritable chaîne cohérente, articulée » qui relie « l'orientation, la formation, l'emploi et le développement économique est essentiel », indiquent les présidents de régions. Et ils insistent : « Il faut absolument éviter de mettre en place des dispositifs trop dispersés que la plupart des branches professionnelles ne sauraient (en outre) pas assumer. »

M. M.